

région cause à son gouvernement. Au nom du gouvernement canadien, je dirais que nous nous inquiétons de l'ingérence de toute puissance étrangère dans cette région. Nous espérons que cette ingérence sera minimisée et que tout le monde s'efforcera de réduire l'ampleur du conflit.

#### L'ATTITUDE OFFICIELLE ENVERS LA POUSSÉE ISRAËLIENNE AU LIBAN

**M. Paul Yewchuk (Athabasca):** Monsieur l'Orateur, j'ai une question supplémentaire pour le ministre aux Affaires extérieures. Le Canada a-t-il adopté une attitude officielle ou réagi officiellement envers la récente activité israélienne au Liban?

**L'hon. Mitchell Sharp (secrétaire d'État aux Affaires extérieures):** Monsieur l'Orateur, l'ambassadeur du Liban, venu chez moi pour s'entretenir de la question, m'a présenté des instances. J'ai pris bonne note des vues du gouvernement libanais. Comme le député le sait, la question est actuellement à l'étude à New York. Nous avons tous à cœur de réduire le conflit. C'est ce que j'ai répondu au député qui m'a posé l'avant-dernière question. Et je le répète à Chambre dans son ensemble.

Ces incidents ajoutent aux tensions déjà grandes, et à mon avis le Canada devrait faire tout son possible pour tenter de les réduire. D'autre part, je doute qu'à cet égard on aiderait la situation en prenant position sur des cas particuliers. A mon avis, nous devrions traiter du conflit dans son ensemble tout comme des interventions des deux côtés et de la violence inutile qui les accompagne.

#### GRÈCE—LE RAPPORT SOUMIS AU CONSEIL DE L'EUROPE—L'ATTITUDE DU GOUVERNEMENT CANADIEN

**M. J. Edward Broadbent (Oshawa-Whitby):** Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au secrétaire d'État aux Affaires extérieures. Je me demande si son ministère a évalué à l'heure qu'il est, le rapport d'un comité spécial présenté au Conseil de l'Europe sur la question des tortures infligées aux prisonniers politiques dans les prisons grecques. En l'occurrence, quelle attitude le gouvernement du Canada a-t-il adoptée à ce sujet?

**L'hon. Mitchell Sharp (secrétaire d'État aux Affaires extérieures):** Monsieur l'Orateur, nous avons maintenant reçu le rapport soumis au Conseil de l'Europe, et nous sommes à l'étudier. J'aurai probablement des commentaires à formuler une fois notre étude terminée.

[L'hon. M. Sharp.]

**M. Broadbent:** Une question supplémentaire, monsieur l'Orateur. Le ministre peut-il assurer la Chambre qu'il accélérera quelque peu l'étude de la question, étant donné que le rapport remonte déjà à quatre mois?

**L'hon. M. Sharp:** Monsieur l'Orateur, nous ne le possédons que depuis peu, mais ce rapport est un document très long et le ministère doit l'examiner minutieusement avant de faire une déclaration officielle.

#### LES AÉROPORTS

##### TORONTO—LE CONTRAT RELATIF AU TRANSPORT À L'AÉROGARE

**M. Walter Deakon (High Park):** Monsieur l'Orateur, j'ai une question à poser au ministre des Transports. Comme le contrat relatif au transport à l'aérogare de l'aéroport international de Toronto expire le 1<sup>er</sup> juillet de cette année, le ministre peut-il nous dire si ce contrat sera renouvelé ou annulé et à quel moment, afin que les chauffeurs et autres employés de la compagnie puissent agir en conséquence?

**L'hon. Donald C. Jamieson (ministre des Transports):** Monsieur l'Orateur, je dois tenir cette question pour préavis afin de pouvoir examiner le contrat actuel. Pour ce qui est du transport au sol, nous prendrons une décision dès que nous recevrons le rapport à ce sujet du comité permanent des transports et des communications.

**M. l'Orateur:** Le député de Hamilton-Ouest veut-il poser une question supplémentaire?

##### TORONTO—L'ANNONCE DU NOUVEL EMBLEMMENT

**M. Lincoln M. Alexander (Hamilton-Ouest):** Oui, monsieur l'Orateur, une question complémentaire et connexe d'une certaine façon. Étant donné l'annonce que vient de faire le ministre et comme il nous a déjà dit qu'il examinait depuis plus d'un an et demi la question d'un emplacement, je crains qu'il prenne un an encore avant d'annoncer l'emplacement d'un nouvel aéroport. Le ministre s'est-il fixé un délai pour annoncer l'endroit approuvé, après avoir consulté, bien sûr, les citoyens intéressés?

**L'hon. Donald C. Jamieson (ministre des Transports):** Monsieur l'Orateur, c'est là la question supplémentaire la plus ingénieuse qu'on ait entendue depuis longtemps. Les ser-